

RENCONTRES REGIONALES POUR L'AVENIR DE L'AGROALIMENTAIRE ET DU BOIS

AGROALIMENTAIRE

& BOIS

PRODUISONS
L'AVENIR

RENCONTRES RÉGIONALES



Restitution des ateliers thématiques de Rhône- Alpes

Vendredi 15 Mars 2013

15 mars 2013



RhôneAlpes
Région

▣ **10h 00 Echanges libres avec le M. le Ministre délégué à l'Agroalimentaire
Guillaume Garot autour d'un café**

▣ **10h30 Accueil** – M. le Préfet de la région Rhône-Alpes et du Rhône Jean François CARENCO

▣ **10h35 Introduction et rappel des objectifs des ateliers**

M. le Ministre délégué à l'Agroalimentaire Guillaume GAROT

M. le Président du Conseil régional de Rhône-Alpes Jean-Jack QUEYRANNE

▣ **11h50 Restitution des ateliers : les pistes et les réflexions des entreprises**

▣ **Synthèse des déroulés des ateliers**

M. Thierry ORIOL - Président de ARIA RA et du Cluster ALLIRA

▣ **11h 00 - Atelier Financement** - *Les propositions échanges et débats*

M. Koudjo PARKOO - Dirigeant Entreprise Jypaî

▣ **11h 15 - Atelier Export** - *Les propositions échanges et débats*

MM. Thierry ORIOL - Directeur Général Adjoint Fromagerie Guilloteau

▣ **11h 30 - Atelier Stratégies Collaboratives** - *Les propositions échanges et débats*

M. Alain PLAN – Directeur - Interprofessions Interbev Rhône-Alpes - CRIEL Sud-Est

▣ **11h 45- Atelier Emploi & Formation** - *Les propositions échanges et débats*

Mme Sylvia GARCIA – Déléguée générale du Cluster alimentaire ALLIRA

▣ **12h10 Synthèse et suite du calendrier d'actions**

M. le Préfet de la région Rhône-Alpes et du Rhône Jean François CARENCO

Restitution

des ateliers thématiques de Rhône- Alpes
POUR L'AVENIR DE L'AGROALIMENTAIRE



Introduction et Rappel des objectifs des ateliers

M. le Ministre délégué à l'Agroalimentaire Guillaume GAROT
M. le Président du Conseil régional de Rhône-Alpes Jean-Jack QUEYRANNE

10h30 à 10h50

Restitution

des ateliers thématiques de Rhône- Alpes
POUR L'AVENIR DE L'AGROALIMENTAIRE



Restitution des ateliers les pistes et les réflexions des entreprises

Synthèse des déroulés des ateliers

M. Thierry ORIOL -Président de ARIA RA et du Cluster ALLIRA

10h50 à 11h

L'objectif :

▢ **Dégager des pistes d'actions**

▢ **Ateliers thématiques régionaux**

Les entreprises et les acteurs du secteur en concertation proposeront **des actions opérationnelles** pour nourrir le plan national de développement de l'agroalimentaire

4 thématiques traitées sur les 7 proposées

- Faciliter l'accès au **financement** des entreprises, susciter l'émergence de projets
- Conforter et développer **l'emploi**; agir sur l'attractivité et la formation
- Stimuler les **stratégies d'exportation**, améliorer l'efficacité de la promotion des produits
- Soutenir l'émergence de **stratégies collectives** et collaboratives, contribuer à l'équilibre relationnel des acteurs

Modalités de traitement des thématiques

- 3 ateliers « Worksop » en dynamique de groupe (15/01- 18/02- 22/02)
- 1 atelier « dématérialisé » des contributions écrites via une plateforme numérique (retour 25/02)

Une méthodologie de conduite d'atelier centrée sur la présence des entreprises pour favoriser l'émergence de réflexions opérationnelles

- **Un recrutement ciblé** à chaque thème, **des entreprises** en lien direct avec le sujet (via l'appui, de la DRAAF, de la DADR, du réseau des entreprises du Cluster Allira)
- **Développer l'échange et le partage** des expériences réussies ou pas, confronter les besoins et attentes des différentes entreprises; les témoignages des entreprises ont servi de tremplin aux échanges.
- **Structurer la réflexion, poser les problématiques** du thème, ses enjeux, nourrir en amont la réflexion des participants.
- **Animer** les ateliers, mise en place d'une **dynamique de groupe** pour faciliter l'émergence de pistes d'action.
- Mobiliser et **accompagner** les **réflexions des entreprises**, relecture et validation par elles des synthèses et des actions issues des ateliers.

Synthèse des déroulés des ateliers

□ **35 entreprises régionales de l'alimentaire participantes**
Une mobilisation et des contributions directes aux actions
proposées pour l'avenir du secteur



□ **80 participants aux 4 ateliers**

- ☞ 45% d'entreprises
- ☞ 35 % de partenaires/
structures institutionnelles
- ☞ 20% conduite animation de
l'atelier



□ **20 participants en
moyenne**

- ☞ 9 à 10 d'entreprises
- ☞ 8 à 9 partenaires/
structures
institutionnelles
- ☞ 2 à 3 conduite animation
de l'atelier

□ Les propositions d'actions

☞ Au global	30 actions	22 actions nationales	8 actions régionales
☞ Export	9 actions	5 actions nat.	4 actions rég.
☞ Financement	7 actions	5 actions nat.	2 actions rég.
☞ Strat. Collectives	6 actions	4 actions nat.	2 actions rég.
☞ Emploi&Formation	8 actions	8 actions nat.	0 actions rég.

□ 6 Principes d'action émergent:

qu'ils soient transversaux ou thématiques, priorité à l'économie et l'emploi du secteur, indispensable au développement et la croissance des entreprises.

- Agir sur la compétitivité; intervenir sur les critères économiques comme le coût du travail et l'harmonisation des coûts salariaux au plan européen
- Simplifier, harmoniser et organiser de façon mutualisée des actions : améliorer l'information, la prise en charge et la réponse aux entreprises. Développer des "portes d'entrées communes ou plus compétentes pour gérer les dispositifs
- Renforcer l'équité et l'équilibre des relations entre les différents maillons : permettre de développer des conditions de création de Valeur Ajoutée et de croissance. Encadrer et agir sur les critères économiques et sociaux qui caractérisent le secteur.

□ Principes d'action qui émergent:

qu'ils soient transversaux ou thématiques, priorité à l'économie et l'emploi du secteur, indispensable au développement et la croissance des entreprises.

- Favoriser l'identité régionale, et légitimer ces leviers de maintien de la VA du secteur, capitaliser sur leurs critères objectifs de qualité et de contenu de leur valeur_
- Adapter les actions et leurs conditions d'accès aux spécificités du secteur alimentaire (financement, immobilier, développement, croissance, innovation)
- Développer une politique de synergie axée sur la transversalité notamment des formations et des qualifications du secteur liées au contexte local

Restitution

des ateliers thématiques de Rhône- Alpes
POUR L'AVENIR DE L'AGROALIMENTAIRE

Restitution des ateliers les pistes et les réflexions des entreprises

Atelier Financement

Les propositions échanges et débats

M. Koudjo PARKOO - Dirigeant Entreprise Jypai

11h 00à 11h15

Atelier Financement

Thème :

- Faciliter l'accès au financement des entreprises
- susciter l'émergence de projets

Problématiques retenues :

- Quels sont les besoins de financements spécifiques aux industries agroalimentaires en Rhône-Alpes ?
- Quelles solutions les entreprises agroalimentaires trouvent-elles face à leurs problèmes de financement ?
- Que faudrait-il mettre en place pour répondre aux problématiques financières des IAA ?

5 propositions d'actions au plan national

1. Créer et/ou adapter des outils financiers renforçant les fonds propres des IAA.

Attirer des investisseurs à fonds « patients » avec des tickets d'entrée modérés

- Créer un fonds interprofessionnel dédié à l'agroalimentaire, qui capte des investisseurs « patients », car les rendements sont faibles et se font à long terme. La Banque Publique d'Investissement pourrait porter ce fonds.
- Structurer ou rendre plus visibles auprès des IAA les fonds qui investissent avec des tickets d'entrée peu élevés (10 à 100K€) et sur le long terme.
- Conserver le FRI, qui est un bon outil de renforcement des fonds propres même s'il n'est pas spécifique aux IAA

1. Améliorer l'accès à l'information des IAA sur les solutions financières disponibles

Une seule porte d'entrée pour diffuser l'information et accompagner les entreprises

- Rendre plus visibles les outils financiers régionaux et nationaux auprès des IAA ; faciliter par exemple la compréhension des aides exposées sur des sites comme www.les-aides.fr
- Identifier un « guichet unique » sur les solutions de financement

Propositions d'actions au plan national

1. Rendre les dispositifs d'aide au financement de l'innovation plus accessibles

Donner un statut à l'innovation alimentaire vs recherche, identifier et structurer les aides aux entreprises

- Une meilleure définition de ce qu'est « l'innovation alimentaire »
- L'orientation des dispositifs d'aide vers l'innovation créatrice d'emplois et de valeur ajoutée en France plutôt que vers la recherche exclusivement. Cela suppose que les critères d'évaluation pour l'octroi des aides à l'innovation et des brevets soient modifiés.
- L'orientation des dispositifs d'aide vers l'innovation d'usages et de procédés plutôt que vers l'innovation technologique

1. Faciliter l'accès des IAA à une offre immobilière dédiée, réduire l'impact immobilier sur le développement des entreprises agroalimentaires.

Point majeur du financement, développer une politique d'immobilier agroalimentaire, aménager la fiscalité actuelle

- Les subventions dans le cadre de crédits bail immobilier
- Le développement d'ateliers – relais en partenariat avec les collectivités territoriales. Ces ateliers-relais permettent de ne pas faire porter sur le bilan le coût de l'immobilier d'entreprise
- La création de pépinières et d'hôtels d'entreprises dédiés à l'agroalimentaire
- Le maintien des entreprises dans les pépinières au-delà des 3 premières années d'existence
- Les garanties portées sur l'investissement immobilier : développer les garanties portées par les collectivités pour que le financement de l'immobilier puisse se faire à plus de 15 ans.
- L'aménagement de la fiscalité sur les plus immobilières au-delà de 15 ans pour l'agroalimentaire, dans la mesure où l'immobilier alimentaire est fait pour durer 30 à 40 ans.

Propositions d'actions au plan national

1. Mettre en avant les IAA

Favoriser le développement d'un réseau d'investisseurs en phase avec l'écosystème de l'agroalimentaire

Une porte d'entrée financement commune pour accéder aux aides

- des investisseurs : trouver des effets de leviers (par exemple, le potentiel de croissance) pour attirer les investisseurs « patients »
- des plateformes d'Initiative France pour rendre plus visibles les besoins spécifiques des IAA
- des collectivités territoriales, notamment pour améliorer l'accès à l'immobilier alimentaire. Les entreprises agroalimentaires sont créatrices d'emplois dans des zones peu denses et sont un levier du développement économique local et de l'aménagement du territoire.
- Uniformiser les conditions d'aides aux IAA d'un département et d'une Région à l'autre afin d'éviter la concurrence d'aides entre territoires, notamment en ce qui concerne l'immobilier alimentaire.
- Simplifier les démarches des entreprises pour le montage des dossiers d'aide :
- Mettre en place un guichet et un dossier uniques pour tous les dispositifs et tous les organismes (CG, Région, Etat, Europe, FranceAgrimer...).

Propositions d'actions au plan régional

1. Mettre en place un outil mixte pépinière / hôtel d'entreprises

Capitaliser sur les aides à l'incubation, accompagner la création et le développement d'entreprises agroalimentaires innovantes

- **hôtel d'entreprises dédié à l'alimentaire**, avec des ateliers physiques dédiés pour les premières productions en IAA, aux normes de la profession, y compris en termes de stockage (froid négatif) et de gestion des risques sanitaires (PMS et HACCP).

Cet outil permettrait de porter le développement des IAA au-delà de leur phase d'incubation; il est indispensable pour tester une activité sur un marché réel et répondre à la montée en puissance d'une activité, durant les premiers stades de développement.

1. Rendre plus lisibles les solutions de financements disponibles en région Rhône-Alpes auprès des IAA :

Améliorer la communication et l'emploi des sites existants

Améliorer le référencement du site www.hubfi.fr sur les moteurs de recherche et communiquer sur l'existence de ce site auprès des entreprises agroalimentaires rhônalpines

Atelier Financement - Synthèse

1. Un impératif, renforcer les fonds propres, des outils et des conditions adaptées aux IAA - Fonds patients et tickets d'entrée modérés
1. Porte d'entrée commune pour diffuser l'information sur les financements et accompagner les entreprises dans leurs démarches
1. Accessibilité aux financements des innovations des IAA; définir les critères de l'innovation alimentaire (Emploi, levier de croissance, territoires, ..) différents de la recherche et des dépôts de brevets
1. Développer une politique Immobilière agroalimentaire; point clef du financement; développer des conditions d'accès cohérentes avec les besoins spécifiques, aménager la fiscalité actuelle, défavorable.
1. Aider au développement d'un réseau d'investisseurs / écosystème agroalimentaire: valoriser les effets leviers du secteur Investisseurs patients; une porte d'entrée commune financement et aides
1. La création d'entreprise, une source d'innovation et de croissance; capitaliser sur l'incubateur, accompagner les développements un outil Pépinière /hôtel d'entreprise
1. Une porte d'entrée commune pour plus de lisibilité et un meilleur accès aux solutions de financements régionaux

Echanges et Débats Autres suggestions

11h00 à 11h15

Restitution

des ateliers thématiques de Rhône- Alpes
POUR L'AVENIR DE L'AGROALIMENTAIRE

Restitution des ateliers les pistes et les réflexions des entreprises

Atelier Export

15/01/2013

Les propositions échanges et débats

M. Thierry ORIOL – Directeur Général Adjoint - Fromagerie Guilloteau

11h 15 à 11h 30

Atelier Export

Thème :

- Stimuler les **stratégies d'exportation** des entreprises
- Identifier et **lever les principaux freins** (*barrière sanitaire, démarches administratives, normalisation non-conforme*)
- Améliorer l'efficacité de la **promotion des produits**

Problématiques retenues :

- Comment améliorer et développer les actions actuelles à l'export ?
- Comment orienter et prioriser ces actions ?
- Quels sont les freins et leviers de l'export alimentaire régional, comment favoriser son développement ?

5- propositions d'actions au plan national

1. **Rendre plus « équitables » les critères d'éligibilité des aides à l'export**

Repenser les aides à l'établissement, aux investissements export mis en oeuvre

Ne pas pénaliser les ETI et les PME/PMI rattachées à un grand groupe qui développent leur plan export en toute autonomie.((critères régionaux nationaux et européens),

1. **Agir en faveur de l'harmonisation des coûts salariaux au niveau européen**

Faire prendre en compte au plan européen les critères sociaux et environnementaux en complément des critères économiques

1. **Renforcer la notoriété des labels de qualité et améliorer la visibilité sur l'origine des produits**

Objectiver la valeur ajoutée , l'avantage concurrentiel associant produits et savoir-faire, développer et promouvoir une offre française Alimentaire qualitative

Accentuer la valorisation des produits liés à une identité régionale

1. **Faciliter et automatiser les démarches administratives des entreprises à l'export :**

Simplifier et harmoniser les démarches, réduire les freins à l'export

- **Harmoniser** l'application des réglementations sanitaires d'un département à l'autre
- Poursuivre les démarches de **simplification des procédures douanières** (ex : signature électronique, améliorer l'accessibilité horaire des services des douanes)

1. **Rendre les appuis à l'export plus lisibles et plus accessibles au niveau national**

Communiquer de manière globale sur les produits et services export nationaux (une même porte d'entrée)

15 mars 2013

4 propositions d'actions au plan régional

1. Rendre les appuis à l'export en région plus lisibles et plus accessibles

Une porte d'entrée export commune pour diffuser l'information et accompagner les entreprises

- Développer une même porte d'entrée sur les projets exports sans créer de nouveaux acteurs
- Capitaliser sur la démarche Rhône-Alpes de l'export, intégrer les actions R3AP dans le programme d'actions collectives de cette démarche, inclure un axe alimentaire
- Davantage diffuser les supports de communication de l'équipe Rhône-Alpes Export auprès des entreprises

1. Renforcer les actions de sensibilisation et de professionnalisation des entreprises qui n'exportent pas encore

Stimuler les primo-exportations, développer un diagnostic express pour évaluer la faisabilité et les potentiels

- **Susciter l'envie des chefs d'entreprises** d'exporter : mettre en avant le fait que l'export est un moyen de mieux valoriser les produits, développer les actions « d'aller vers »
- **Repérer les entreprises qui ont envie d'exporter mais qui ne savent pas comment y aller**
- **Proposer la réalisation de « diagnostics courts export »** permettant de mesurer le degré d'adaptation de l'entreprise pour une action export, d'identifier les opportunités sur l'export...
- **Construire une offre concertée sur les primo-exportants**

Propositions d'actions au plan régional

1. Accompagner les entreprises exportatrices pour une action plus durable à l'export

Le réseau, le partage, la mutualisation de partenaires comme effet levier à l'export

- Développer le recours aux partenariats entre PME et grandes entreprises pour faciliter le portage de l'action export et l'implantation à l'étranger.
- Donner la priorité à la recherche de partenaires dans les pays d'exportation visés
- Favoriser la mise en réseau des entreprises exportant ou ayant un projet à l'export, notamment au travers de retours d'expérience

1. Valoriser l'image des produits de qualité de Rhône-Alpes

Milan 2015 un tremplin transfrontalier pour l'export des entreprises alimentaires

- Mobiliser les acteurs et entreprises du secteur pour une participation à l'exposition universelle de Milan 2015 centrée sur l'alimentation.

Atelier Export - Synthèse

1. Equité Europe / Nationale des critères d'éligibilité - ETI reconnaître l'autonomie des certains établissements
1. Harmonisation européenne des coûts salariaux Europe - prise en compte des autres critères sociaux
1. Identité régionale, objectiver la valeur ajoutée , l'avantage concurrentiel associant produits et savoir-faire, développer et promouvoir une offre française Alimentaire Qualitative
4. Faciliter, simplifier et harmoniser les procédures douanières entre départements, réduire les freins
 1. Développer le principe de "Porte d'entrée" commune ou compétente , pour faciliter la lisibilité, l'accès aux différents services export
 1. Stimuler l'esprit d'exportation, développer les primo-exportation, développer des diagnostic express pour évaluer les forces et faiblesses
 1. Développer le Réseau "Entreprises" partage, mutualisation; le retour d'expérience comme levier
 1. Milan 2015; un tremplin transfrontalier pour affirmer la France comme le pays de l'alimentaire (Entreprises - dynamique : Appels à projets)

Echanges et Débats Autres suggestions

11h00 à 11h15

Restitution

des ateliers thématiques de Rhône- Alpes
POUR L'AVENIR DE L'AGROALIMENTAIRE

Restitution des ateliers les pistes et les réflexions des entreprises

Atelier Stratégies Collaboratives

Les propositions échanges et débats
M. Alain PLAN – Directeur - Interprofessions
Interbev Rhône-Alpes - CRIEL Sud-Est

11h30 à 11h45

Atelier Stratégies Collaboratives

Thème :

- Soutenir l'émergence de stratégies collectives et collaboratives,
- Contribuer à l'équilibre relationnel et commercial des acteurs

Problématiques retenues :

- Quelles stratégies de coopération permettent de rééquilibrer les relations commerciales ?
- Quelles pistes pour répartir la valeur ajoutée de manière équitable entre amont et aval des filières ?
- Les différentes réglementations (LME, LMAP...) qui encadrent les relations commerciales sont-elles opérantes ?

11h00 à 11h15

Atelier Stratégies Collaboratives

Propositions d'actions au plan national

1. Réaffirmer le rôle des organisations professionnelles

Que chaque maillons exercent son rôle, avec équité , responsabilité sans entente.

Objectiver les décisions et arbitrages sur la répartition de la VA, construire des indicateurs

- (interprofessions, regroupements d'acteurs territoriaux...) dans le rééquilibrage des rapports de force entre les différents maillons des filières.
- Permettre aux organisations professionnelles de **créer un espace de dialogue** (qui ne soit pas de l'entente) entre les différents maillons des filières.
- Leur donner pour mission de mieux répartir la valeur ajoutée, en s'appuyant sur des indicateurs de coûts de production, en clarifiant les coûts de production à chaque étape.
- Veiller à associer l'ensemble des maillons, dont celui de la distribution, dans les dialogues de filière.

1. Favoriser la stabilité juridique, mieux appliquer les réglementations

Sanctionner les abus et les contournements aux règles, faire respecter la contractualisation

- De nombreuses lois existent pour favoriser le rééquilibrage des relations entre entreprises. Il s'agit aujourd'hui de favoriser la stabilité juridique.
- Ne pas surajouter de nouvelles réglementations
- Viser une meilleure application des réglementations existantes (LME notamment sur l'application des CGV)
- Chercher à limiter les effets pervers des réglementations existantes (LMAP notamment, qui a engendré la création d'intermédiaires supplémentaires)

Atelier Stratégies Collaboratives

Propositions d'actions au plan national

1. Faire accepter au consommateur la juste valeur des produits achetés

Dire et faire savoir le contenu des produits alimentaires, cerner le prix des produits

- Tenter de mieux répartir la valeur ajoutée sur l'ensemble des maillons.
- Faire évoluer le comportement du consommateur en lui réapprenant la valeur des produits. Cela peut passer par des campagnes de communication institutionnelles, mais aussi par le rapprochement des consommateurs et des producteurs.
- Changer les discours adressés au consommateur (ne plus leur dire qu'ils peuvent avoir la qualité sans en payer le prix).
- Donner de la visibilité au consommateur en rendant obligatoire l'affichage de la provenance des produits, pour qu'il soit en mesure de choisir ce qu'il achète.

1. Poursuivre le soutien aux projets collectifs qui permettent de gagner de la compétitivité

Levier des performances et de la compétitivité des PME, maintenir et renforcer le soutien d'une dynamique complexe à initier

- en partageant les coûts (développement du partage des ateliers alimentaires, des transports, des emplois).
- Appuyer la mise en place de ces projets complexes par des moyens d'ingénierie
- Trouver des moyens incitatifs forts qui puissent motiver les entreprises à prendre part à des projets collaboratifs.

Propositions d'actions au plan régional

1. Agir dans le sens d'une meilleure maîtrise des fluctuations des matières 1ères

Permettre aux entreprises la création de valeur ajoutée, intégrer au minimum l'impact des fluctuations des matières 1eres

- En autorisant la répercussion des fluctuations sur les prix finaux, à l'instar de ce qui est pratiqué dans les transports.
- A un niveau plus macro-économique, mettre en place des taxes sur les produits issus de pays qui n'appliquent pas les normes sociales, environnementales et économiques qu'en France.

2. Donner de la lisibilité aux signes de qualité

Renforcer la mise en avant des différenciations « produits » protégées par des règles objectives de contenu et de transformation.

Atelier Stratégies Collaboratives- Synthèse



1. Redéfinir les missions des interprofessions, concourir au rééquilibrage et à l'équité des différents maillons des filières du secteur, passer de l'entente au dialogue et à la construction; construire et ou utiliser les indicateurs de rééquilibre de la VA - évaluer des coûts de production
1. Appliquer les lois et les règles, sanctionner les abus, réduire les rapports de forces et leurs contournements aux règles
1. Mieux répartir la VA sur l'ensemble des maillons; communiquer au consommateur le contenu, l'origine, des produits; lui donner les clefs d'un choix objectif; aller du consommateur passif - au citoyen décideur
1. Une nécessité, poursuivre et développer les soutiens aux projets collectifs, leviers de gains de compétitivité; une dynamique complexe à favoriser " aller au-delà de la seule concurrence de marché »
1. Créer les conditions de maintien et de création de valeur ajoutée; permettre aux entreprises d'intégrer au minimum l'impact des fluctuations de mat. 1eres et de certains coûts structurels
1. Identité régionale, signes de qualité : valoriser ces produits et pratiques leviers de VA, grâce à leur différenciation et aux règles qui les protègent; capitaliser sur leurs avantages concurrentiels

Restitution

des ateliers thématiques de Rhône- Alpes
POUR L'AVENIR DE L'AGROALIMENTAIRE



Restitution des ateliers les pistes et les réflexions des entreprises

Atelier Emploi & Formation

Les propositions échanges et débats

Mme Sylvia GARCIA – Déléguée Générale Cluster alimentaire ALLIRA

11h45 à 12h10



Atelier Emploi & Formation

Thème :

- Conforter et développer l'emploi
- Agir sur l'attractivité et la formation des métiers

Problématiques retenues :

- Comment agir sur l'attractivité des métiers ?
- Comment favoriser l'adaptation des formations initiale et continue ?
- Quelles actions pour favoriser l'emploi ?
- ⋮
- ⋮

11h00 à 11h15

Atelier Emploi & Formation

Propositions d'actions au plan national **ATTRACTIVITE**

1. Actions visant à valoriser le secteur des IAA pour en corriger l'image négative

Faire savoir l'alliance de la modernité & technologie et des traditions & cultures du secteur, communiquer sur son employabilité

- Communiquer sur l'apport de cette industrie à l'ensemble de la collectivité (exigence de qualité, sécurité alimentaire)
- Relier le « fait alimentaire » à des considérations sociétales et/ou technologiques en phase avec les aspirations des jeunes
- Faire des témoignages d'entreprises « qualitatives », montrant notamment leurs démarches produits, et les diffuser auprès du grand public (télé, radio...).
- Communiquer sur le fait que les IAA recrutent.
- Utiliser dans les communications le terme « alimentaire », plutôt qu'« agroalimentaire ».

1. Actions visant à valoriser les métiers des IAA

Identifier la richesse des métiers (inventaire), les promouvoir auprès des jeunes, améliorer les conditions de travail

- Développement et mise en place d'un inventaire exhaustif des métiers, communiquer les atouts et avantages du secteur.
- Faire venir les entreprises dans les écoles, les lycées, les universités, sur des forums plutôt que faire des visites d'usine (compliquées à mettre en place en raison de problèmes de place, d'hygiène, de sécurité...).
- Rendre les politiques de rémunération et la convention collective plus attractives.
- Améliorer la fidélisation des salariés en travaillant sur les conditions de rémunération, perspectives d'évolution et conditions de travail, améliorer le déroulement de carrière (prévention des TMS)

Propositions d'actions au plan national **FORMATION**

1. Actions visant à renforcer l'attractivité des formations

Au stade du recrutement , structurer et cibler l'information et la communication au public, donner de la lisibilité et de la transversalité aux formations

- Intervenir de manière ciblée lors de « journées carrières » auprès d'un public susceptible d'être réceptif (auprès de certaines classes et de certains niveaux en lycée par exemple) et faire que ces interventions soient préparées conjointement par les entreprises agroalimentaires et les équipes pédagogiques.
- Faire en sorte que le secteur agroalimentaire soit un acteur incontournable des programmes SVT au collège et au lycée.
- Sensibiliser les prescripteurs (qui connaissent très mal les IAA) en accueillant des enseignants de SVT et de technologie, des conseillers d'orientation et les missions locales en stage dans les entreprises
- Accroître la lisibilité des formations et des centres de formations. Les approches « parcours » combinant diplômes, certificats de spécialisation, mentions complémentaires et CQP doivent pouvoir être mieux mis en perspective pour combiner efficacement la dimension généraliste et la perception « métier ».
- Mieux utiliser les outils situés en amont des formations (exemple : les évaluations en milieu de travail (EMT)) pour valider en amont d'un démarrage de formation un projet professionnel.

1. Actions visant à adapter les formations existantes

Besoin de développer des formations de vente technique

- Nécessité de mettre en place des formations au sein des grandes écoles de commerce sur la vente. Les grandes écoles forment des personnes en marketing ou finance mais non des vendeurs ; les formations de vente ne sont pas adaptées aux besoins des entreprises (conduisent à former des commerciaux qui utilisent uniquement le prix comme argument de vente). Aussi important que le marketing, l'acte de vente (qui consiste à donner envie d'acheter plus que vendre) est le principal moteur de la rentabilité des entreprises agroalimentaires

Atelier Emploi & Formation

Propositions d'actions au plan national Formation

1. Actions visant à développer le recours à l'alternance, aux contrats de professionnalisation et d'apprentissage

Favoriser et mettre en place des conditions de recrutement cohérentes avec les modalités d'intégration dans l'entreprises (alternance, apprentissage, ...)

- Améliorer l'articulation formation - mission en entreprise
- Augmenter la qualité des enseignements en alternance
- Trouver des solutions matérielles et/ou financières pour aider les étudiants en alternance qui doivent souvent payer de gros frais supplémentaires (deux logements, beaucoup de transport...).
- Revoir le mode de recherche des entreprises : organiser des recrutements d'apprentis en speed-dating « app's dating »
- Renforcer les liens entre les centres de formation et les entreprises, en créant notamment une fonction de type « conseil en GRH et GPEC »

2. Actions visant à développer des passerelles de formation dans le secteur

Mettre en place des synergies de formation et de qualification entre les filières, les branches; développer une transversalité des formations et des qualifications : agir sur les effets levier de l'employabilité

- Développer les CQPI (certificat de qualification professionnelle inter-industries)
- Fusionner certains Certificats de Qualification Professionnelle via des accords intersectoriels ou interbranches
- Jouer le partenariat entre les acteurs de la formation et/ou les branches pour capitaliser sur les démarches qui fonctionnent.
- Développer l'équivalence des diplômes et des autres certifications (exemple équivalence entre CQP et CAP)
- Mettre en place des programmes de formation qui permettent de combler les écarts entre les capacités validées par certains diplômes et les CQP du secteur agroalimentaire de manière à permettre des parcours d'intégration plus courts. Par exemple : pour une personne ayant un CAP de pâtissier : reconnaître les capacités communes entre les diplômes pour permettre une reconnaissance et une validation partielle et créer des modules permettant à la personne de se former sur la partie qui lui manque pour être opérationnel dans le secteur industriel alimentaire

Propositions d'actions au plan national **Formation**

1. Actions visant à renforcer la formation professionnelle des salariés et des dirigeants de TPE / PME

Favoriser et améliorer les conditions d'accès, en particulier des PME à la formation professionnelle, accompagner l'amélioration de leur compétence des entrepreneurs et des salariés.

- Organiser un service de remplacement (comme en agriculture) dont les coûts seraient inclus dans la formation et donc pris en charge par le budget formation de l'entreprise avec un cofinancement possible par l'OPCALIM (par exemple).
- Recruter des demandeurs d'emploi en POE collective pour le remplacement des salariés en formation, puis évolution vers un contrat de professionnalisation (dispositif expérimental conduit par la branche plasturgie en Rhône-Alpes)
- Accentuer une offre de formation en FOAD (le dispositif Web@lim proposé par le réseau des ENIL avec des financements ATLA va bientôt rentrer en service et pourra servir de référence)
- Accentuer la modularisation des formations qualifiantes et l'approche multi public.
- Créer des regroupements de compétence entre entreprises pour permettre un échange sur leur expérience
- Mettre en place un crédit d'impôt formation

Atelier Emploi & Formation

Propositions d'actions au plan national **Emploi**

Actions visant à favoriser l'emploi

Simplifier la lisibilité et l'accès aux aides

- Rendre l'accès aux subventions plus simples et regrouper les nombreux dispositifs existants sur quelques dispositifs simples (exemple : 1 enveloppe pour l'emploi, 1 pour la formation et 1 pour l'attractivité).
- Accepter que le temps mis à disposition par les entreprises, les frais de déplacements, les dépenses directes occasionnées soient reconnues comme un apport de financement non public.
- Développer la GPEC dans les entreprises
- Simplifier la relation documentaire et réglementaire avec les instances publiques

2. Actions visant à améliorer la gouvernance et la construction des orientations stratégiques sur les questions d'emploi et de formation

Harmoniser , mutualiser et organiser les actions et les prises de décisions sur l'emploi et la formation du secteur

- Structurer au niveau des organisations professionnelles un dispositif général (un peu à l'image de ce qu'a fait la profession laitière, avec le CIDIL, l'AGEFAFORIA et les ENIL au début des années 2000 pour promouvoir les métiers du lait), des prises de décisions en lien avec les pouvoirs publics sur les points les plus urgents : communication métiers, réflexion sur l'alternance, réalisation d'outils ...
- Du côté des pouvoirs publics, s'investir dans le pilotage porté par les organisations professionnelles, avec des prises de décisions en lien avec les organisations professionnelles sur la mobilisation des moyens financiers.
- Inciter les organisations professionnelles, interprofessionnelles, les syndicats professionnels à mettre en commun les moyens financiers et humains pour développer des projets régionaux ou territoriaux (au lieu de multiplier les projets avec peu de moyens associés).

Atelier Emploi & Formation - Synthèse



1. Valoriser le secteur, corriger son image négative, faire savoir ses forces : sa technologie et sa modernité VS sa tradition et sa culture régionale et nationale - Faire connaître son employabilité
1. Valoriser les métiers du secteur, identifier la richesse des métiers, les promouvoir auprès des jeunes et des demandeurs d'emploi, améliorer les conditions de travail du secteur
1. Renforcer l'attractivité des formations; construire et développer le lien avec l'école, les élèves et les prescripteurs d'orientations et de formations; l'alimentaire une science du vivant ; Développer la lisibilité des formations et surtout leur transversalité CQPI , développer les opportunités d'employabilité (dimension métier)
1. Besoin de faire évoluer les formations vente, faire intégrer une dimension technique produit alimentaire
1. Mettre en place des conditions de recrutement adaptées aux modalités de formation d'aujourd'hui (alternance, apprentissage, ...)
1. Développer une vraie politique de synergies et de transversalité des formations et des qualifications du secteur ; agir et réagir sur l'employabilité en local.
1. Favoriser et améliorer les conditions d'accès à la formation professionnelle du secteur, agir sur l'amélioration des compétences nécessaires et attendues par le secteur et les salariés
1. Harmoniser, mutualiser et organiser les actions et les décisions du secteur sur la formation et

Restitution

des ateliers thématiques de Rhône- Alpes
POUR L'AVENIR DE L'AGROALIMENTAIRE



Synthèse

.M. le Préfet de la région Rhône-Alpes et du Rhône Jean François CARENCO

12h10 à 12h20

Restitution

des ateliers thématiques de Rhône- Alpes
POUR L'AVENIR DE L'AGROALIMENTAIRE

Conclusions

M. le Ministre délégué à l'Agroalimentaire Guillaume GAROT
M. le Président du Conseil régional de Rhône-Alpes Jean-Jack QUEYRANNE

12h20 à 12h30

Merci à toutes et tous pour votre participation,
votre attention et votre future mobilisation

Retrouver l'ensemble des documents de cette matinée sur

www.draaf.rhone-alpes.agriculture.gouv.fr